

Comité de la planification et du logement Le 10 janvier 2024
Hôtel de ville, 100, rue Queen Ouest

Toronto (Ontario) M5H 2N2

**Objet :** **MM7.8 – Demande de mise en œuvre d’un règlement sur la température adéquate, par la conseillère Shelley Carroll, appuyée par la conseillère Amber Morley**

Mesdames, Messieurs,

ACORN Canada, le Advocacy Centre for the Elderly, le Centre ontarien de défense des droits des locataires, l’Association canadienne du droit de l’environnement, le Low-Income Energy Network et la Toronto Environmental Alliance soutiennent la proposition MM7.8 et implore le conseil municipal de Toronto à adopter d’urgence un règlement sur la température maximale, qui devra être mis en œuvre avant l’été prochain.

**A.** **Des décès liés à la chaleur surviennent à Toronto**

Les épisodes de chaleur extrême ont des répercussions majeures sur la santé. Plusieurs problèmes pouvant mettre la vie en danger peuvent survenir lorsque le corps ne peut maintenir sa température interne en raison de la chaleur excessive. Comme Toronto continue de connaître des températures plus élevées, en grande partie en raison des changements climatiques, les résidents seront confrontés à des épisodes de chaleur extrême plus fréquents et plus sévères.

***Les résidents les plus vulnérables de Toronto sont les plus à risque***

Certaines populations sont plus exposées au risque de problèmes de santé et de décès liés à la chaleur. Ces populations sont notamment les personnes âgées, les nourrissons, les personnes atteintes de maladies chroniques, les personnes à mobilité réduite et les personnes socialement défavorisées[[1]](#footnote-1). Les locataires peuvent également être plus vulnérables aux épisodes de chaleur extrême parce qu’ils peuvent être incapables de contrôler la température à l’intérieur de leur logement :

 Une analyse des décès survenus au Québec lors de l’épisode de chaleur extrême de 2018 a confirmé que les personnes plus âgées, isolées socialement et à faible revenu ainsi que celles atteintes d’une maladie chronique ou d’un trouble psychotique étaient les plus vulnérables à la chaleur[[2]](#footnote-2). Par exemple, 8 des 53 personnes décédées à Montréal lors de la canicule de 2018 vivaient dans une résidence pour personnes âgées[[3]](#footnote-3). Une étude des décès liés à la chaleur au Québec a également révélé que la majorité des personnes décédées n’avaient pas accès à la climatisation et vivaient dans un îlot de chaleur urbain, comme Montréal[[4]](#footnote-4).

 Pareillement, après l’épisode de chaleur extrême de 2021 en Colombie-Britannique, le gouvernement provincial a constaté que 98 % des 619 décès étaient survenus à l’intérieur[[5]](#footnote-5). De ce nombre, 90 % étaient âgées de plus de 60 ans. La plupart des personnes décédées ne disposaient pas de systèmes de climatisation adéquats. Le nombre de décès était également plus élevé chez les personnes vivant dans des quartiers socialement ou matériellement défavorisés, dans des logements de mauvaise qualité. L’itinérance et la précarité générale ont également été nommées comme des facteurs de risque de l’augmentation du taux de mortalité.

La Stratégie nationale d’adaptation du Canada réclame des mesures d’adaptation ambitieuses et collectives, équitables et inclusives, afin de protéger la vie et le bien-être de chacun contre les effets d’un climat en évolution. La Stratégie nomme ensuite la chaleur extrême comme l’événement météorologique le plus meurtrier du pays[[6]](#footnote-6). Dans le but de protéger les populations des risques sanitaires urgents liés au climat, la stratégie fixe comme objectif en 2040 d’éliminer tout décès lié à la chaleur[[7]](#footnote-7).

***La chaleur extrême représente une grave crise de santé publique à Toronto***

L’Association of Community Organizations for Reform Now (« ACORN ») a publié le rapport *Beat the Heat!* rapport en 2023 exprimant les préoccupations de plus de 150 locataires à Toronto[[8]](#footnote-8). Ces locataires souffrent de troubles du sommeil, de fatigue, de maux de tête et d’incapacité à se concentrer ou à accomplir des tâches en raison de la chaleur extrême. Plus de 20 % des locataires ont également déclaré avoir subi un coup de chaleur, soit une urgence médicale. Pour faire face à la chaleur, la plupart des locataires doivent faire fonctionner des ventilateurs dans leur logement. Seulement un tiers des locataires a déclaré fréquenter des espaces publics intérieurs ou extérieurs.

L’été dernier, des capteurs de chaleur et d’humidité ont été installés dans 10 appartements torontois pour une enquête de la CBC[[9]](#footnote-9) qui a constaté que 80 % des appartements ont enregistré des températures de 26 °C ou plus pendant la majorité des mois d’été. En racontant l’histoire de Mamo et de sa mère de 86 ans, l’enquête de la CBC a révélé que les températures dans l’appartement de Mamo ont atteint 28,07 °C, ce qui monte à 31,20 °C avec l’indice de chaleur. Pendant ce temps, dans l’appartement où Khalil Aldroubi vit à Scarborough avec sa femme et ses cinq enfants, la température la plus élevée enregistrée a été de 29,79 °C. En raison de températures intérieures aussi élevées, il est impossible pour ces familles de simplement « rester au frais ».

Une étude publiée en 2007 dans la *Revue canadienne de santé publique* s’est penchée sur les épisodes de canicule à Toronto des 50 dernières années pour évaluer le fardeau de mortalité associé. L’étude a révélé qu’il y avait en moyenne 120 décès liés à la chaleur par année à Toronto et que les taux de mortalité sont plus élevés pendant les mois de juillet et d’août[[10]](#footnote-10). La chaleur extrême et les changements climatiques ont empiré au cours des 16 années qui ont suivi cette étude.

**B.** **Qu’est-ce qu’un règlement sur la température maximale?**

Un règlement sur la température maximale obligerait les locateurs à fournir une infrastructure qui permet aux locataires de refroidir leur logement (par le biais de thermopompes centrales, de climatisation ou d’autres moyens) et de maintenir une température maximale de 26 °C à l’intérieur du logement.

À l’heure actuelle, les locateurs ne sont pas obligés de refroidir les immeubles. Bien que la *Loi de 2006 sur la location à usage d’habitation* de l’Ontario définisse le chauffage comme un « service essentiel » qu’un locateur est obligé de fournir[[11]](#footnote-11), elle ne prévoit pas d’exigences similaires pour le refroidissement. Un règlement sur la température maximale permettrait de rectifier la situation. Bien que le projet de loi 97 modifie la *Loi de 2006 sur la location à usage d’habitation* pour permettre aux locataires de payer pour le refroidissement actif de leurs logements, un règlement sur la température maximale reconnaîtrait que les locataires à faible revenu n’ont pas les moyens d’assurer eux-mêmes un refroidissement actif et que les locateurs devraient être responsables de l’installation et de l’entretien sécuritaires d’une infrastructure de refroidissement actif capable de maintenir un logement à une température inférieure à 26 °C. Quoi qu’il en soit, les amendements à la *Loi de 2006 sur la location à usage d’habitation* relatifs à la climatisation ne sont pas encore en vigueur.

La formulation suivante est une recommandation à laquelle les municipalités peuvent se référer lorsqu’elles adoptent un règlement sur la température maximale. Elle combine plusieurs sources juridiques, dont le règlement de l’Ontario 517/06 : Normes d’entretien, le Adequate Temperature By-Law 0110-2018 de Mississauga, le Community Adaptation Plan de Durham et l’Omnibus Climate Emergency Building Report de Vancouver. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**ATTENDU QUE** l’article 8 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto,* L.O. 2006, chap. 11, annexe A, autorise la municipalité à adopter les règlements nécessaires ou souhaitables à des fins municipales et, en particulier, les alinéas 5, 6 et 8 du paragraphe 8(2) prévoient que la municipalité peut adopter des règlements concernant son bien-être économique, social et environnemental, la santé, la sécurité et le bien-être des personnes, ainsi que la protection des personnes et des biens;

**ET ATTENDU QUE** l’article 366(1) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* autorise la municipalité à adopter des règlements prévoyant qu’une personne qui contrevient à un règlement municipal qu’adopte la cité en vertu de la présente loi est coupable d’une infraction;

**ET ATTENDU QUE** l’article 376(1) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* prévoit que la municipalité peut adopter un règlement prévoyant qu’elle peut entrer sur un bien-fonds à toute heure raisonnable en vue d’effectuer une inspection pour déterminer si un règlement municipal est respecté;

**ET ATTENDU QUE** l’article 385(1) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* prévoit que la municipalité peut donner un ordre enjoignant à la personne qui y a contrevenu ou qui a causé ou permis la contravention ou au locateur ou à l’occupant du bien-fonds sur lequel la contravention est survenue d’effectuer des travaux pour remédier à la contravention;

**ET ATTENDU QUE** la Cité de Toronto considère qu’il est nécessaire de réglementer le refroidissement dans tous les logements loués.

**DÉFINITIONS**

1. Dans le présent règlement :

**« refroidissement adéquat** **et** **convenable** » signifie une température intérieure dans le logement qui ne dépasse pas 26 degrés Celsius (26 °C).

**« logement »** signifie une ou plusieurs pièces habitables utilisées ou conçues pour être utilisées pour l’habitation humaine; « espace habitable » : une pièce ou un espace utilisé ou destiné à être utilisé pour vivre, dormir, cuisiner ou manger et qui comprend une salle d’eau.

**« locateur »** signifie :

(a) le propriétaire d’un logement locatif ou toute autre personne qui autorise l’occupation d’un logement locatif, à l’exception d’un locataire qui occupe un logement dans un immeuble d’habitation et qui autorise une autre personne à occuper également le logement ou une partie de celui-ci;

(b) les héritiers, les ayants droit, les représentants personnels et les ayants cause d’une personne visée à la clause a);

(c) une personne, autre qu’un locataire occupant un logement dans un immeuble d’habitation, qui a droit à la possession de l’immeuble d’habitation et qui tente de faire respecter l’un des droits d’un locateur en vertu d’une convention de location ou de la *Loi de 2006 sur la location à usage d’habitation*, y compris le droit de percevoir le loyer.

**« professionnel** **qualifié »** est un électricien ou un mécanicien en systèmes de réfrigération et de climatisation agréé, y compris les apprentis, conformément à la définition du registre public de métier spécialisé[[12]](#footnote-12), ou quelqu’un d’autre qui est qualifié pour installer professionnellement l’appareil de refroidissement approuvé.

**« locataire »** comprend une personne qui paie un loyer en échange du droit d’occuper un logement et comprend les héritiers, les ayants droit et les représentants personnels du locataire. Toutefois, le terme « locataire » exclut toute personne qui a le droit d’occuper un logement en raison du fait qu’elle est, a) copropriétaire de l’immeuble d’habitation dans lequel le logement est situé, ou b) actionnaire d’une société qui possède l’immeuble d’habitation.

**REFROIDISSEMENT ADÉQUAT ET APPROPRIÉ**

2. (1) Un système de refroidissement adéquat et approprié doit être fourni et maintenu de manière à ce que la température ambiante à 1,5 mètre au-dessus du niveau du sol et à un mètre des murs extérieurs dans tous les espaces habitables et dans toute zone destinée à l’usage normal des locataires, y compris les salles de loisirs et les buanderies, mais à l’exclusion des remises et des garages, soit de 26 °C au maximum.

(2) Le paragraphe (1) ne s’applique pas à un logement dans lequel le locataire peut régler la température et où une température maximale de 26 °C peut être maintenue.

(3) Chaque logement doit disposer d’un équipement de refroidissement capable de maintenir les niveaux de température requis au paragraphe (1).

(4) Seul un équipement de refroidissement dont l’utilisation est approuvée par une autorité d’essais normalisés reconnue doit être installé dans une pièce utilisée ou destinée à être utilisée pour dormir.

(5) Le locateur est responsable de l’installation sécuritaire de l’équipement de refroidissement approuvé par un professionnel qualifié.

3. L’article 2 doit être mis en application par le locateur dans un délai d’un an à compter de l’adoption du présent règlement.

**C.** **Conclusion**

Le 2 octobre 2019, les conseillers municipaux de Toronto ont déclaré à l’unanimité une urgence climatique[[13]](#footnote-13). Cette déclaration prévoyait que la température de Toronto devrait devenir plus chaude, plus humide et plus imprévisible en raison de l’augmentation des risques climatiques[[14]](#footnote-14). Cette déclaration reconnaissait la gravité de la crise climatique. La crise climatique n’a fait que s’amplifier depuis 2019.

En mai 2023, la Ville de Toronto a mis en œuvre une stratégie de lutte contre la chaleur conçue pour réduire les incidences de maladies et de décès liés à la chaleur à Toronto en raison de la chaleur extrême[[15]](#footnote-15). Cependant, à part l’éducation des locataires sur leurs options pour rester au frais, cette stratégie ne mentionne pas le besoin urgent d’un règlement sur la température maximale. Un tel règlement évitera aux locataires individuels, qui sont souvent incapables de gérer correctement la température de leur logement, d’avoir à assumer la responsabilité du maintien de la fraîcheur, en plus de garantir une réponse plus unifiée, plus applicable et plus appropriée dans toute la ville.

Nous soutenons la proposition des conseillers et souhaitons faire comprendre au Comité de la planification et du logement qu’il s’agit d’une question de la plus haute importance. L’adoption d’un règlement sur les températures maximales permettra à certains des résidents les plus vulnérables de la ville d’être mieux protégés contre les chaleurs extrêmes et ainsi sauver des vies.

Pour parler à un porte-parole, veuillez contacter :

**Jacqueline** **Wilson**, avocate à l’Association canadienne du droit de l’environnement (ACDE)
Téléphone : 416 960-2284, poste 7213

Courriel : jacqueline@cela.ca

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
Marva Burnett

ACORN Canada

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
Douglas Kwan

Centre ontarien de défense des droits des locataires



\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
Zee Bhanji

Low-Income Energy Network

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
Graham Webb

Advocacy Centre for the Elderly

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
Jacqueline Wilson

Association canadienne du droit de l’environnement

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
Sarah Buchanan

Toronto Environmental Alliance

1. Gouvernement du Québec. (2018). *Heat Wave: Summer 2018 in Montreal*. https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/fichiers/professionnels/DRSP/Directeur/Rapports/Resume\_EnqueteChaleurM tl\_2018\_Anglais.pdf [↑](#footnote-ref-1)
2. Santé Montréal. (2018). *Heat Wave Summer 2018 in Montreal*. https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/fichiers/professionnels/DRSP/Directeur/Rapports/Resume\_EnqueteChaleurM tl\_2018\_Anglais.pdf [↑](#footnote-ref-2)
3. Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal. (2018). *Heat Wave: July 2018 – Montreal Preliminary Assessment*. https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/fichiers/actualites/2018/07\_juillet/BilanCanicule2018VF.pdf. [↑](#footnote-ref-3)
4. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-4)
5. Gouvernement de la Colombie-Britannique. (7 juin 2022). *Extreme Heat and Human Mortality: A Review of Heat-Related Deaths in B.C. in Summer 2021*. https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/birth-adoption-death-marriage-and-divorce/deaths/coroners-service/death-review-panel/extreme\_heat\_death\_review\_panel\_report.pdf. [↑](#footnote-ref-5)
6. Environnement et Changement climatique Canada. (1er août 2023). *Stratégie nationale d’adaptation du Canada : Bâtir des collectivités résilientes et une économie forte*. https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/strategie-nationale-adaptation.html. [↑](#footnote-ref-6)
7. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-7)
8. Association of Communities for Reform Now. (2023). *Beat the Heat! Toronto ACORN Report*. https://acorncanada.org/wp-content/uploads/2023/08/Toronto-ACORN-Beat-the-Heat-report.pdf. [↑](#footnote-ref-8)
9. Farrah Merali. (14 septembre 2023). , « Experts sound the alarm on dangerously hot temperatures inside Toronto apartments ». *CBC* *News*. https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/urban-heat-study-looks-at-temperatures-inside-toronto-apartments-without-ac-1.6965281. [↑](#footnote-ref-9)
10. L. David Pengelly et coll. (1er septembre 2007). « Anatomy of Heat Waves and Mortality in Toronto », *Can J Public Health*. *98*, 364-388. https://link.springer.com/article/10.1007/BF03405420. [↑](#footnote-ref-10)
11. *Loi de 2006 sur la location à usage d’habitation*, L.O. 2006, chap. 17. [↑](#footnote-ref-11)
12. Métiers spécialisés Ontario. (2023). *Recherche dans le registre public*. https://services.skilledtradesontario.ca/STOportal/app/public-search. [↑](#footnote-ref-12)
13. Ville de Toronto. *TransformTO Net Zero Strategy*. https://www.toronto.ca/services-payments/water-environment/environmentally-friendly-city-initiatives/transformto/. [↑](#footnote-ref-13)
14. Ville de Toronto. *About the Climate Crisis*. https://www.toronto.ca/services-payments/water-environment/environmentally-friendly-city-initiatives/about-the-climate-crisis/. [↑](#footnote-ref-14)
15. Ville de Toronto. (mai 2023). *City of Toronto Heat Relief Strategy*.. https://www.toronto.ca/wp-content/uploads/2023/05/8f1c-Heat-Relief-Strategy-2023finalAODA.pdf. [↑](#footnote-ref-15)